

La politique de guerre la plus prolongée des États-Unis contre un pays latino-américain reste intacte



Par Guillermo Alvarado

Le blocus économique, commercial et financier des États-Unis contre Cuba, qualifié de guerre économique et considéré comme le génocide le plus prolongé de l'histoire, reste intact 54 ans après sa mise en place dans le but de provoquer le renversement de la Révolution et de rendre par la faim et la maladie le peuple de la plus grande des Antilles.

Les blocus de ce type sont considérés comme un acte de guerre il y a belle lurette, depuis celui imposé par la Sparte à Athènes, durant la guerre du Péloponnèse, en l'an 405 avant notre ère. Il y a eu aussi celui décrété par les Anglais contre la France durant la Révolution de 1789 et plus tard dans le cadre des guerres napoléoniennes ou celui appliqué contre l'Allemagne durant la Première Guerre Mondiale, qui a entraîné la mort de 750 000 civils dans ce pays, la plupart de faim.

Cependant, aucun de ces blocus brutaux n'a été si prolongé que celui signé, le 7 février 1962, contre un petit pays de la Caraïbe, par le président étasunien, John Fitzgerald Kennedy.

Au lieu de l'alléger, tout au long de ces 54 ans, d'autres gouvernements étasuniens ont renforcé le siège, avec des mesures plus dures à commencer par la loi Torricelli, promulguée le 23 octobre 1992 et destinée à profiter de la chute du socialisme en Europe pour étrangler définitivement Cuba, ce que leurs auteurs ont crié aux 4 vents sans aucune pudeur.

Cette loi a ouvert la voie à l'internationalisation du blocus. Les pays faisant du commerce avec Cuba ont été menacés de sanctions. En vertu de cette loi les bateaux ayant touché port cubain sont interdits durant un délai de 6 mois d'accoster dans des ports étasuniens.

À cette aberration juridique s'en est suivie une autre, pire encore, la loi Helms Burton, paraphée par William Clinton, le 1er mars 1996. Celle-ci a donné au blocus un caractère extra territorial, violant les traités internationaux et les normes de l'Organisation Mondiale du Commerce et d'autres entités multilatérales.

C'est vrai qu'après l'annonce historique du 17 décembre 2014 qui a conduit au rétablissement des relations diplomatiques entre Cuba et les États-Unis, brisées unilatéralement par ce dernier, le 3 janvier 1961, l'actuel président, Barack Obama, a assoupli quelques aspects du blocus, mais dans le fond cette politique de guerre reste pratiquement intacte.

Certes, pour sa totale élimination il faudrait une action législative, Obama a, comme l'a rappelé il y a à peine quelques jours, le ministre des Affaires étrangères de Cuba, Bruno Rodríguez, "des facultés exécutives vastes. S'il décidait d'en faire usage avec détermination, il pourrait modifier de façon substantielle l'application du blocus".

Lors de la dernière mise à voix, à l'Assemblée Générale des Nations Unies de la résolution cubaine sur la nécessité de mettre fin à ce génocide prolongé, 192 pays du monde se sont prononcés en faveur de Cuba et seuls les États-Unis et Israël, leur gendarme au Moyen Orient s'y sont opposés .

Le sens commun le plus élémentaire indique qu'il ne pourra jamais y avoir de relations normales entre Cuba et son voisin du Nord, tant que le blocus, le plus long, inhumain, illégal et immoral de l'histoire de l'Humanité, persistera.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/83593-la-politique-de-guerre-la-plus-prolongee-des-etats-unis-contre-un-pays-latino-americain-reste-intacte>



Radio Habana Cuba